

« Les citoyens exigent de prendre part aux décisions qui les concernent »

L'association Parlement & Citoyens – qui rassemble des politiques comme Nathalie Kosciusko-Morizet et des représentants de la société civile comme Laurent Berger, ainsi que des personnes issues des mondes universitaire et associatif – prône, dans une tribune au « Monde », une coécriture des lois entre élus et citoyens.

LE MONDE | 01.06.2017 à 13h02 | Par Collectif



« La population, de plus en plus informée et connectée, exige de prendre part aux décisions qui la concernent. Cette exigence de transparence et de participation citoyenne est insuffisamment prise en compte par le législateur, laissant ainsi se développer le sentiment que ce sont les lobbys qui nous gouvernent ». FLEX/FLICKR/CC BY 2.0

TRIBUNE. Dans quelques semaines, de nouveaux députés seront amenés à rejoindre les bancs de l'Assemblée nationale dans un profond climat de défiance. L'élimination au premier tour de l'élection présidentielle des candidats issus des deux grandes primaires illustre le mécontentement et la désillusion que les Français nourrissent à l'égard de ceux qui les ont dirigés depuis des dizaines d'années.

La victoire d'Emmanuel Macron le 7 mai, couplée à l'entrée en vigueur de la loi sur le non-cumul des mandats, devrait conduire à un renouvellement des visages sans précédent au sein de l'Assemblée nationale. Mais ce renouvellement serait insuffisant s'il ne s'accompagnait pas d'un changement des pratiques démocratiques, à commencer par la fabrication de la loi, dont les nouveaux députés seront les principaux artisans.

Lire aussi : Démocratie participative : « Les villes sont devenues les lieux de l'innovation politique » ([/smart-cities/article/2017/03/30/democratie-participative-les-villes-sont-devenues-les-lieux-de-l-innovation-politique_5103329_4811534.html](http://smart-cities/article/2017/03/30/democratie-participative-les-villes-sont-devenues-les-lieux-de-l-innovation-politique_5103329_4811534.html))

La population, de plus en plus informée et connectée, exige de prendre part aux décisions qui la concernent. Cette exigence de transparence et de participation citoyenne est insuffisamment prise en compte par le législateur, laissant ainsi se développer le sentiment que ce sont les lobbys qui nous gouvernent.

Intérêt général

Co-construire la loi avec les citoyens permettrait d'élaborer des textes correspondant mieux à la réalité de la vie des Français et des territoires, dans le seul intérêt général.

Face à ce constat, l'association **Parlement & Citoyens** (<https://www.parlement-et-citoyens.fr/>) expérimente depuis quatre ans une méthode de rédaction collaborative de la loi afin de restaurer la confiance des citoyens et l'efficacité de la décision publique. S'appuyant sur une plate-forme numérique, elle réunit aujourd'hui trente parlementaires de toutes sensibilités politiques et 35 000 citoyens qui ont travaillé ensemble à l'écriture de neuf propositions de loi, dont l'une – la loi Labbé – a été adoptée au Parlement.

Lire aussi : Civic Tech : « Après l'économie collaborative, voici la politique collaborative ! » ([/idees/article/2017/04/21/civic-tech-apres-l-economie-collaborative-voici-la-politique-collaborative_5115043_3232.html](https://idees/article/2017/04/21/civic-tech-apres-l-economie-collaborative-voici-la-politique-collaborative_5115043_3232.html))

La démarche a également convaincu plusieurs ministres d'appliquer cette méthode, notamment sur le projet de loi pour une République numérique, qui aura marqué un tournant et inspiré de nombreux décideurs.

Renouveler la démocratie

En tant que représentants de la Nation, au cœur même du dispositif législatif, les futurs députés auront le pouvoir de systématiser cette démarche et ainsi de changer en profondeur le fonctionnement de notre démocratie. Nous en sommes intimement convaincus. C'est avec eux que nous pouvons agir le plus efficacement pour renouveler la démocratie.

Lire aussi : « Les nouvelles technologies créent les conditions d'une pratique différente de l'exercice de l'Etat » ([/idees/article/2016/05/25/les-nouvelles-technologies-creent-les-conditions-d-une-pratique-differente-de-l-exercice-de-l-etat_4926242_3232.html](https://idees/article/2016/05/25/les-nouvelles-technologies-creent-les-conditions-d-une-pratique-differente-de-l-exercice-de-l-etat_4926242_3232.html))

Nous, parlementaires de tous bords politiques, élus locaux, responsables associatifs, syndicalistes, dirigeants d'entreprise ou d'institutions publiques, lançons aujourd'hui un appel aux candidats des 577 circonscriptions législatives de France : rejoignez-nous !

Engagez-VOUS (<https://www.parlement-et-citoyens.fr/>) dès aujourd'hui à associer les citoyens à l'ensemble de votre travail parlementaire, à l'Assemblée comme dans vos circonscriptions. Soyez les élus qui, demain, réenchanteront la démocratie représentative. Le renouvellement démocratique est à portée de main.

Les membres du Conseil d'administration de l'association Parlement & Citoyens et signataires de cette tribune sont : Luc Belot (député PS), **Laurent Berger** (secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail), **Yannick Blanc** (président de la Fonda), **Loïc Blondiaux** (professeur de science politique), **Henri Cabanel** (sénateur PS), **Pascal Coste** (président du Conseil départemental de la Corrèze), **Jean-Paul Delevoye** (ancien ministre, ancien président du Conseil économique, social et environnemental), **Charles Fournier** (vice-président de la Région Centre-Val-de-Loire), **Bastien Jaillot** (cofondateur de Parlement & Citoyens), **Nathalie Kosciusko-Morizet** (députée LR), **Joël Labbé** (sénateur EELV), **Mathieu Labonne** (mouvement Colibris), **Cyril Lage** (cofondateur de Parlement & Citoyens), **Claudy Lebreton** (ancien président de l'Assemblée des départements de France), **Armel Le Coz** (cofondateur de Démocratie ouverte et de Parlement & Citoyens), **Christian Leyrit** (président de la Commission nationale du débat public), **Claudia Montero** (associée d'Eurogroup Consulting), **Cécile Ostria** (directrice de la Fondation Nicolas-Hulot), **Bertrand Pancher** (député UDI et président de Décider ensemble), **Alain Rochon** (président

de l'Association des paralysés de France), **Hugues Sibille** (président de la Fondation du Crédit coopératif), **Cécile Sornin** (adjointe au maire de Mulhouse), **Dominique Valck** (coprésident de la Coordination nationale des Conseils de développement).
